



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 20 mars 2026

ZI de Saint Liguair  
4, rue Alfred Nobel  
79000 NIORT

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE NOUVELLE NOREA**

Parc économique de Rorthais  
79700 MAULEON

Références : 0007201667/MR/2026/147

Code AIOT : 0007201667

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement SOCIETE NOUVELLE NOREA implanté 15 RUE DU GRAND ROSE ZI 79100 Louzy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE NOUVELLE NOREA
- 15 RUE DU GRAND ROSE ZI 79100 Louzy
- Code AIOT : 0007201667
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Créée en 1963, l'usine est spécialisée dans la fabrication d'aliments pour animaux. Elle est située dans la zone industrielle de Thouars/Louzy et est régulièrement autorisée par arrêté n° 4311 du 14 février 2005, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 5030 du 17 novembre 2010 et n° 5968 du 10 avril 2018.

Par prise d'acte du 17 décembre 2021, le réexamen IED du site a été validé et l'exploitant a été invité à respecter, à compter du 4 décembre 2023, les dispositions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables aux installations.

Conformément à la prise d'acte de changement d'exploitant n° A6617 du 27 octobre 2025, le site anciennement dénommé Bellanné est désormais exploité par la Société Nouvelle Noréa suite à une réorganisation des filiales du groupe TERRENA.

La société emploie 120 personnes sur le site de Louzy.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modifications	Arrêté Préfectoral du 14/02/2005, article 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Mise en demeure de respect des prescriptions	AP de Mise en Demeure du 30/06/2020, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Arrêté préfectoral de mise en demeure de respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Aire de chargement des produits agropharmaceutiques	Arrêté Préfectoral du 14/02/2005, article 5.3 et 13.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est invité à mettre en conformité ses installations électriques ainsi que ses dispositifs de protection contre la foudre et à transmettre sous 3 mois les justificatifs de conformité de ces installations.

Un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à Monsieur le Préfet invitant l'exploitant à mettre en conformité ses installations électriques et les dispositifs de protection contre la foudre.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Modifications

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/02/2005, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage (création par exemple d'une nouvelle activité classée, modification du volume ou du type d'activité exercé jusqu'à présent, du mode de gestion des effluents) de nature à entraîner un changement notable de la situation existante, vis-à-vis notamment de l'environnement ou du niveau de sécurité des installations, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'inspection son projet de modification d'une partie des installations qui fera l'objet d'un porter à connaissance transmis à la préfecture durant le premier trimestre 2026.  Le projet comprend plusieurs objectifs : <ul style="list-style-type: none"><li>• Augmentation de la capacité de stockage des produits classés au titre de la rubrique 4510 relative aux produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 avec une quantité de 80 t, donc désormais soumise à déclaration, dans un bâtiment existant ;</li><li>• Evolution du stockage sur d'autres rubriques sans modifications des seuils de classements ;</li><li>• Diminution de la quantité de matières combustibles avec une cessation au titre de la rubrique 1510 ;</li><li>• Diminution de la quantité de déchets réceptionnés sur site dans le cadre des campagnes ADIVALOR, avec une cessation au titre de la rubrique 2714 ;</li><li>• Construction d'une aire de dépotage ;</li><li>• Régularisation des séchoirs présents sur site concernant leurs exclusions au titre de la rubrique 2260.</li></ul> Conformément à l'article R.511-11 du code de l'environnement, l'exploitant a présenté les modalités de calculs des règles de cumul SEVESO seuil haut et seuil bas. Au vu des modifications réalisées, le site ne serait pas classé SEVESO seuil bas avec une somme des dangers pour l'environnement (Sc) seuil bas de 0.96, soit inférieure à 1.  Dans le cadre de la réalisation de son dossier, l'exploitant a identifié une problématique de non-respect des dispositions constructives pour le stockage des produits classés 4510 dans le bâtiment existant, qui fera l'objet d'une demande d'aménagement des prescriptions applicables. L'exploitant s'est engagé à proposer des mesures compensatoires notamment une distance d'éloignement des stockages par rapport aux parois, avec la transmission d'une étude Flumilog.  Une visite du bâtiment concerné a été réalisée avec l'exploitant afin de présenter les problématiques. Lors de cette visite, il a été constaté la présence d'un bouton d'arrêt d'urgence en dehors du bâtiment sans précision sur son utilisation. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser sa fonction.  L'exploitant a également évoqué d'autres projets en cours de réflexion à moyen/long termes qui

ne feront pas l'objet du porter à connaissance évoqué ci-dessus.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Par courriel du 13 février 2026, l'exploitant a transmis à la préfecture, avec copie à l'inspection, un porter à connaissance de modifications des installations incluant la demande d'aménagement des prescriptions applicables, accompagnée des mesures compensatoires prévues.</p> <p>Le dossier est en cours d'instruction par l'inspection qui reviendra vers l'exploitant si besoin de compléments.</p> <p>Il précise à l'inspection la fonction du bouton poussoir situé en extérieur et, en fonction de la situation, soit il le supprime définitivement, soit il met en place une affiche permettant de connaître son utilité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Mise en demeure de respect des prescriptions

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/06/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en demeure
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La SAS BELLANNE exploitant une installation de fabrication d'aliments pour bétail, 15 rue du grand Rosé sur la commune de Louzy, est mise en demeure de respecter les dispositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>de l'article 8.3 de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2010 susvisé : <ul style="list-style-type: none"> <li>en faisant évacuer les bidons et emballages vides stockés à l'air libre et sans aucune rétention dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté ;</li> </ul> </li> <li>de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 : <ul style="list-style-type: none"> <li>en transmettant à l'inspection les justificatifs des actions correctives mises en place pour la remise en état des dispositifs de protection contre la foudre permettant de lever l'ensemble des non-conformités relevées, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté ;</li> </ul> </li> <li>des articles 9 et 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé et de l'article 10 de l'arrêté du 26 novembre 2012 susvisé : <ul style="list-style-type: none"> <li>en transmettant à l'inspection les justificatifs des actions correctives mises en place pour la prise en compte des conclusions des rapports de vérifications électriques dans un délai de 1 mois, à compter de la notification du présent arrêté ;</li> <li>en faisant débarrasser des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements de toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler de l'ensemble de ses installations dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.</li> </ul> </li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Concernant les stockages des bidons et emballages vides :</u></b></p> <p>Les stockages de bidons et d'emballages vides avaient été évacués par l'exploitant conformément à la demande de l'inspection.</p> <p>Lors de la visite, il n'a pas été constaté la présence d'un nouveau stockage de ce type sur le site.</p>

**Concernant la vérification des installations foudre :**

L'exploitant a présenté à l'inspection les derniers rapports de vérification complète des installations de protection foudre qui a été réalisée par l'organisme BUREAU VERITAS le 28 août 2025 (rapports 10623522/1.3.1.R et 10623522/1.3.2.R).

Les rapports font apparaître plusieurs non-conformités dont l'absence de certains documents dont le carnet de bord, les notices techniques des paratonnerres, les conditions de réalisation des prises de terre.

Dans le rapport, il est également fait mention d'une vérification partielle des installations notamment de par l'absence d'accessibilité à la toiture qui n'a pas permis de vérifier tous les points réglementaires.

L'exploitant a précisé avoir contacté des prestataires pour la réalisation de devis.

**Concernant la vérification des installations électriques :**

L'exploitant a présenté à l'inspection les certificats Q18 de la dernière vérification périodique des installations électriques qui a été réalisée par DEKRA le 29 septembre 2025 (1 certificat pour la partie Usine et locaux administratifs et 1 certificat pour les bâtiments Silos A-B-C-D, Atelier, Engrais et Produits phytosanitaires).

L'organisme déclare avoir réalisé une vérification complète des installations électriques de l'établissement. Les rapports précisent la présence de non-conformités récurrentes qui nécessitent d'être mises en conformité et concluent que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

Concernant la partie Usine, il est précisé l'absence de protection différentielle 300 mA en amont des locaux classés à risque incendie ainsi qu'un indice de protection insuffisant (IP42) pour certains BAES. Concernant la partie silos, il est indiqué un indice de protection insuffisant pour la poussière (IPX4) sur un groupe clim du silo A.

**Concernant la problématique de la présence de poussières dans les installations :**

L'exploitant avait transmis à l'inspection les justificatifs de réalisation du nettoyage des installations.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous 15 jours, l'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection les justificatifs de commande des actions correctives permettant la mise en conformité des dispositifs de protection contre la foudre, conformément à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, ainsi que la mise en conformité des installations électriques conformément aux articles 16 et 17 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.

Sous 3 mois, l'exploitant est tenu de transmettre le rapport de la vérification complète des installations de protection contre la foudre ainsi que le rapport de contrôle périodique électrique.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Arrêté préfectoral de mise en demeure de respect de prescription, Demande d'action corrective

<b>Proposition de délais :</b> 3 mois
<b>N° 3 :</b> Aire de chargement des produits agropharmaceutiques
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/02/2005, article 5.3 et 13.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention enterrée
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 5.3 :</u> Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement.</p> <p><u>Article 13.2 :</u> L'installation doit être équipée d'un bassin de rétention d'un volume de 5 m<sup>3</sup> par tonne de produits agropharmaceutiques stockés. Le stockage doit être réalisé sur une aire spécifiquement aménagée à cet effet. Toutes dispositions doivent être prises pour prévenir l'entraînement des produits en cas d'inondation de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la dernière visite d'inspection, l'exploitant s'était engagé à remplacer la cuve de rétention enterrée d'un volume de 15 m<sup>3</sup> présente sous l'aire de chargement / déchargement. Lors de la visite des installations, l'exploitant a présenté les travaux réalisés en 2025 ainsi que ses modalités de fonctionnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite